

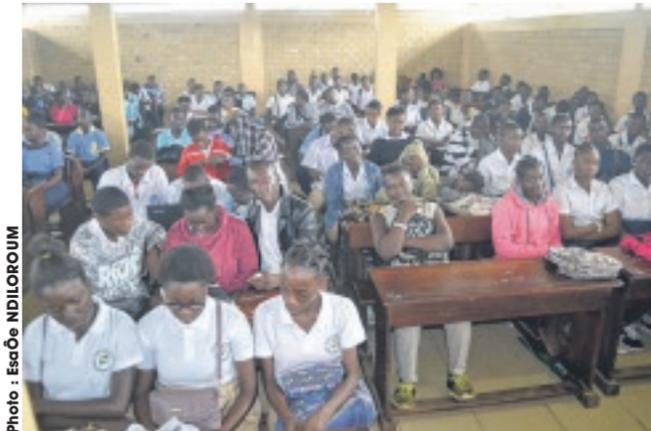
18 Provinces

Moyen-Ogooué/Département de l'Ogooué et des Lacs/Lambaréné/Santé/Journée mondiale contre le Sida

La nécessité de connaître son statut sérologique



Le responsable du CTA, Dr Fridolin Ondo Biyogho, présentant les chiffres de la pandémie...



... à l'assistance dont les élèves...



... et les responsables administratifs.

Esaië NDILOROU
Lambaréné/Gabon

LA province du Moyen-Ogooué a aussi célébré, le 1er décembre dernier, à Lambaréné, la Journée mondiale de lutte contre le VIH/Sida.

En dehors des six sites fixes de dépistage installés dans le chef-lieu de province, pour permettre aux volontaires de connaître leur statut sérologique, un dispositif spécial a été mis en place par la direction régionale de Santé-Centre au lycée d'Etat Charles Mefane où ont été lancées officiellement les manifestations y relatives. En présence de la gouverneure de la province, Paulette Mengue M'owono, le programme a commencé par l'installation des "clubs scolaires contre le Sida" de chaque établissement. Le

directeur régional de Santé (DRS), Dr Julien Meyong Bekale, est ensuite revenu sur l'origine de la maladie née en 1988. Le Dr Fridolin Ondo Biyogho, médecin-chef du Centre de traitement ambulatoire (CTA) a fait une présentation scientifique de la maladie à l'assistance. Dans sa communication, il a parlé des trois modes de protection contre la maladie : l'abstinence, la fidélité mutuelle et l'usage du préservatif. Il est, en outre, resté sur le thème de l'année qui concerne beaucoup plus la jeunesse, avant d'exposer sur la généralité et les conséquences de la pandémie. Les données en chiffres dans le Gabon et la province en ont constitué la trame. Des chiffres qu'il a estimés alarmants, singulièrement pour le Moyen-Ogooué, qui enregistre une prévalence de 5,5%. Occasion pour lui de s'adresser spécifiquement aux clubs



Phase de dépistage volontaire et gratuit.

infos Sida des établissements fraîchement installés, en leur donnant des conseils d'usage dans l'exercice de la mission qui les attend désormais : être présents auprès de leurs condisciples, tant dans les lycées que dans les quartiers respectifs, afin de les conseiller et les orienter vers le CTA.

FAIRE FI DE NOS EGO. Et pour permettre aux apprenants et invités dans la salle de mieux cerner la problématique du Sida, un témoignage d'une personne vivant avec le VIH (PVVIH) a été donné à visage découvert. Ce dernier qui n'est pas passé par quatre chemins pour dire à son auditoire ce qu'il vit au quotidien, et singulière-

ment ce qu'il y a de contraignant. Il a, par ailleurs, déclaré que la communauté vivant avec le VIH est reconnaissante envers le gouvernement gabonais, ainsi que les différents partenaires qui œuvrent au quotidien pour son vécu. De son côté, la gouverneure a souligné que cette pandémie, qui fait couler encore beaucoup de salive et de larmes nous interpelle tous. « Nous assistons avec impuissance à la hausse de la prévalence et ce, malgré les multiples actions initiées dans le cadre de la sensibilisation et la création de structures telles que les CTA et le Programme national de lutte contre le Sida (PNLS). C'est dire que l'augmentation de la prévalence est la conséquence de notre faiblesse individuelle face aux moyens de prévention que nous connaissons pourtant, à savoir le dépistage, l'abstinence, le préservatif et la

fidélité. Donc, le thème choisi par l'Onusida pour l'édition 2018, qui est "Connaitre son statut" est d'une importance majeure en ce qu'il nous interpelle sur notre présent et notre avenir », a-t-elle dit. Paulette Mengue M'owono s'est ensuite adressée aux jeunes en laissant parler son cœur, au regard de la situation alarmante. « Quel demain voulez-vous ? Quel demain je veux pour moi, ma famille et pour mon pays ? »

En tant que mère, elle a enfin demandé de « faire fi de nos appréhensions et de nos ego en adhérant au dépistage pour connaître notre statut et bénéficier ainsi de l'aide et de soins adéquats. »

La visite des stands érigés à plusieurs endroits dans la commune par les autorités a clos le lancement officielle de cette Journée contre le Sida à Lambaréné.

Ngounié/Département de Tsamba-Magotsi/Fougamou/Infrastructures scolaires
De nombreuses écoles non réhabilitées toujours fermées

Félicien NDONGO
Fougamou/Gabon

ON avait pensé que la mesure de réhabilitation des écoles primaires, prise lors du discours du nouvel An dernier par le président de la République, allait être exécutée dans des délais raisonnables, afin de permettre aux écoliers d'apprendre dans de bonnes conditions. Malheureusement tel n'est pas le cas. En effet, si dans certaines localités du pays, de nombreux travaux de réhabilitation ont été engagés et non livrés, dans le département de Tsamba-Magotsi par contre, dont Fougamou est le chef-lieu, tout comme dans celui de la Louétsi-Wano (Lébamba) d'ailleurs, c'est le statu quo. A preuve, dans les écoles des regroupements des villages Mamiengué, Nzemba, Petit Odavo et



Un logement d'enseignant toujours en attente de réhabilitation...

Oyenano, les chantiers ouverts sont tous à l'arrêt. Dans la première bourgade, le bâtiment de l'école n'a pas connu de travaux de réfection. Les tables-bancs abîmés et les tableaux noirs sont entassés dans chaque coin des salles des classes. Les logements des enseignants ont vu leurs toitures perdre leurs tôles et d'autres structures. Conséquence : on assiste à

l'absence d'enseignants et d'élèves sur les différents sites, et donc de toute activité pédagogique. Constat identique à Nzemba où les salles de classe et les logements des enseignants se trouvent complètement désossés, quand ce ne sont pas des éléments essentiels qui y ont été enlevés : charpentes, tôles, cadres, portes, fenêtres, etc. Et comme la nature a horreur



... tout comme cette salle de classe privée de son tableau et de toutes les autres commodités.

du vide, les animaux domestique y ont élu domicile. L'école publique de Petit Odavo et d'Oyenano, située sur l'axe principal et au carrefour menant à Sindara et au district d'Ikobey, tout comme d'autres établissements scolaires de la contrée, sont aussi confrontés aux mêmes réalités. A savoir que les travaux, pourtant annoncés à grands fracas par les

pouvoirs publics, sont complètement à l'arrêt après leur phase de lancement, depuis plusieurs mois. En fait, tout le système scolaire est complètement au point mort dans la contrée. Aucun enseignement/apprentissage ne peut y être dispensé, faute d'un environnement d'étude approprié. Une situation qui agace de nombreux parents

d'élèves. « Que vont devenir nos enfants privés d'instruction et jetés dans la rue par les pouvoirs publics ? (...) leurs enseignants, ils sont tous aujourd'hui en vacances prolongés et forcés. Pourtant, nos enfants ne demandent rien, si ce n'est aller à l'école pour y apprendre à lire et à écrire (...) », tempête un parent. Ici et là, tout le monde se demande finalement à quand véritablement l'amorce des travaux, pour sauver une année scolaire déjà amputée des évaluations du premier trimestre ? D'autant que le système d'évaluation n'est fait que sur la base de l'Approche par les compétences de base (APC) qui prend en compte cinq semaines de cours. Comment alors rattraper ce grand retard ? Telle est la crainte que formulent actuellement bon nombre d'acteurs de l'école dans le département.